

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 2662

[C - 97/27612]

**16 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément et aux subventions des centres de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et notamment son article 3;  
Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12, alinéa 3;  
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 relatif à la protection de certaines espèces d'animaux vertébrés vivant à l'état sauvage;  
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 sur la protection des oiseaux en Région wallonne;  
Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;  
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mars 1997;  
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 avril 1997;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 juillet 1997;  
Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

## CHAPITRE Ier. - De l'agrément

## Section 1re. - Principe de l'agrément

**Article 1<sup>er</sup>.** Les centres de revalidation des espèces animales non classées comme gibiers vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire de la Région wallonne, dont la détention est interdite, doivent être agréés par le Ministre ayant la Conservation de la Nature dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre.

**Art. 2.** L'agrément d'un centre de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage ne peut être accordé qu'aux personnes qui remplissent les conditions suivantes :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

- a) être citoyen belge ou de tout autre Etat membre des Communautés européennes;
- b) jouir des droits civils et politiques;
- c) ne pas avoir été condamné de manière définitive pour des délits relatifs à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre des Communautés européennes dans les cinq ans qui précèdent l'introduction de la demande;
- d) disposer des moyens humains, techniques et financiers garantissant le respect des obligations mentionnées à l'article 5 du présent arrêté;
- e) s'être assuré les services d'un vétérinaire pour le suivi des animaux concernés;
- f) ne pas s'adonner à une activité commerciale consistant en la commercialisation d'animaux sauvages ou non;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

- a) avoir été constituée en conformité avec la législation applicable;
- b) ne compter, parmi ses administrateurs ou parmi les personnes ayant le pouvoir d'engager la personne morale, que des personnes satisfaisants aux conditions déterminées sous les points 1°, b et c du présent article;
- c) remplir les conditions visées sous les points 1°, d, e et f du présent article.

## Section 2. - Procédure d'introduction et d'examen de la demande d'agrément

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La demande d'agrément est introduite auprès du Ministre en double exemplaire, par lettre recommandée.

§ 2. La demande est accompagnée des renseignements et documents suivants :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

- a) le nom et le domicile du demandeur;
- b) un certificat de bonnes vie et mœurs ou, à défaut d'un tel certificat, tout élément de preuve en tenant lieu;
- c) l'adresse, le plan des installations et la liste des équipements du centre de revalidation;
- d) la liste des espèces ou groupes d'espèces et le nombre d'animaux de chacun d'eux que le demandeur souhaite pouvoir accueillir ainsi que le plan de leur répartition dans le centre;
- e) une note relative aux moyens humains, techniques et financiers dont le demandeur dispose et, en particulier, les qualifications et l'expérience de la personne responsable du centre et, le cas échéant, du personnel employé par celui-ci;
- f) les nom, prénom et domicile du vétérinaire dont le centre s'assure les services ainsi que la description des mesures envisagées pour les suivis vétérinaires des animaux recueillis et leur entretien;
- g) les subsides dont le demandeur a déjà bénéficié pour le même objet;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

- a) une copie de l'acte de constitution de la personne morale et des modifications éventuelles de celui-ci;
- b) l'adresse du siège social;

- c) la liste nominative des administrateurs et des personnes ayant le pouvoir d'engager la société;
- d) un certificat de bonnes vie et mœurs de la personne ou des personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou, à défaut d'un tel certificat, tout élément de preuve en tenant lieu;
- e) les documents requis aux points *c, d, e, f* et *g* au § 2, 1° du présent article.

§ 3. Après avoir pris l'avis de la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, le Ministre statue sur la demande d'agrément. Sa décision est notifiée au demandeur dans les soixante jours de la réception de la demande et publiée par extrait au *Moniteur belge*.

#### Section 3. - Du contenu de l'arrêté d'agrément

**Art. 4.** L'arrêté d'agrément détermine les espèces ou les groupes d'espèces et le nombre maximum d'animaux de chacun d'eux que le centre est autorisé à accueillir.

#### Section 4. - Des obligations

**Art. 5.** L'exploitation d'un centre de revalidation est soumise aux conditions suivantes :

- 1° le centre de revalidation ne peut utiliser les animaux accueillis dans un but lucratif;
- 2° le centre de revalidation recueille et s'efforce de revalider tous les animaux pour lesquels il a obtenu l'agrément. Lorsque des animaux pour lesquels il n'a pas obtenu l'agrément lui sont confiés, il les transfère immédiatement dans un autre centre agréé;
- 3° le centre de revalidation doit s'assurer les services d'un vétérinaire spécialisé dans les soins à apporter aux espèces que le centre agréé est autorisé à accueillir;
- 4° le centre de revalidation prend toutes les mesures prophylactiques nécessaires compte tenu des installations dont il dispose et évite notamment de mettre en contact direct les animaux à revalider avec des espèces ou des races domestiques;
- 5° seuls les animaux blessés, malades, affaiblis ou saisis par l'autorité peuvent être détenus; la détention, en ce compris le transport de ces animaux, n'est admise que dans le but :
  - a) de les soigner puis de les remettre en liberté;
  - b) de les transférer dans un centre agréé autorisé à les accueillir en application du 2° du présent article;
- 6° les animaux détenus sont inscrits dans un registre spécial dont la forme est arrêtée par le Ministre. Ce registre est accessible aux agents compétents pour rechercher les infractions à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- 7° les animaux détenus ne peuvent être cédés, vendus ou offerts en vente. Ils ne peuvent être exposés au public, sauf moyennant l'accord du directeur du Centre de la Division de la Nature et des Forêts, que lorsque leur remise en liberté s'avère impossible et dans la mesure où leur présentation présente un intérêt didactique;
- 8° les oiseaux détenus ne peuvent être relâchés qu'à condition de ne pas être issus d'une souche captive et d'être marqués par un collaborateur de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique au moyen d'une bague délivrée par cet Institut, les numéros des bagues posées étant consignés dans le rapport d'activité visé à l'article 10, dernier alinéa;
- 9° les installations disposent de toutes les autres autorisations légales et réglementaires requises.

#### Section 5. - De la modification de l'agrément ou de son retrait

**Art. 6.** Tout projet qui aurait pour effet d'entraîner la modification d'une ou de plusieurs des données visées à l'article 3, § 2, 1°, *c* à *f* si le centre est exploité par une personne physique ou visées à l'article 3, § 2, 2°, *a, b, c* et *e* si le centre est exploité par une personne morale doit être communiqué sans délai, par lettre recommandée à la poste, au Ministre.

Dans les soixante jours de la réception de la lettre l'avisant du projet, le Ministre peut soit s'y opposer, soit modifier les conditions de l'agrément initialement accordé. En l'absence de décision ministérielle prise dans le délai précité, le projet de modification est censé être approuvé et ce sans préjudice de l'article 7.

**Art. 7.** Après avoir pris l'avis de la Division de la Nature et des Forêts, le Ministre peut, par décision motivée, suspendre ou retirer l'agrément d'un centre de revalidation en cas :

- 1° de non-respect des conditions visées à l'article 2;
- 2° d'inexactitude dans les renseignements fournis conformément à l'article 3;
- 3° d'inobservation des obligations imposées à l'article 5;
- 4° de non-respect de la procédure de modification de l'agrément prévue à l'article 6.

Le Ministre notifie son intention de retrait au titulaire de l'agrément qui dispose alors de soixante jours pour lui faire valoir par écrit ses moyens de défense.

La décision définitive du Ministre est communiquée au titulaire de l'agrément au plus tard trois mois après la réception de la communication des moyens de défense.

Dès l'entrée en vigueur de la décision définitive de retrait de l'agrément, le titulaire déchu transfère immédiatement les animaux qu'il détient dans le centre de revalidation agréé qui aura été désigné par la Division de la Nature et des Forêts.

*Section 6. - Mesures d'information*

**Art. 8.** Une copie de l'arrêté d'agrément ou de la décision de retrait est notifiée à l'administration communale de la commune dans laquelle le centre est implanté.

Une liste des centres de revalidation agréés, reprenant l'adresse et les espèces ou groupes d'espèces qui peuvent être accueillis, régulièrement mise à jour, est accessible en permanence sur le site Internet de la Division de la Nature et des Forêts ou sur le site du Ministre.

*CHAPITRE II. - Des subventions*

**Art. 9.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, la Région wallonne octroie une subvention pour la création ou l'aménagement d'un centre de revalidation.

Toute demande de subvention est adressée à l'Inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts.

Le dossier comporte :

1° la description du projet;

2° un plan de situation et de cadastre;

3° le cahier spécial des charges, le métré descriptif et le devis estimatif.

Le Ministre approuve le devis estimatif.

Le taux de la subvention est fixé à un maximum de 70 % du devis approuvé par le Ministre.

La subvention est liquidée en deux tranches :

1° une première tranche correspondant à 50 % du devis estimatif approuvé, dès l'approbation;

2° le solde après vérification par la Division de la Nature et des Forêts des travaux effectués, sur base de la présentation d'une déclaration de créance accompagnée des factures certifiées sincères et véritables et justificatives du coût total des travaux effectués.

**Art. 10.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, la Région wallonne octroie une subvention annuelle pour la gestion du centre de revalidation sur la base d'un rapport d'activité, dont le modèle figure en annexe.

A l'exception des honoraires éventuellement perçus par le vétérinaire associé au centre de revalidation, seuls les frais en rapport avec le transport, la revalidation et le séjour des animaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire de la Région wallonne et relâchés dans de bonnes conditions sont admis au bénéfice de la subvention.

Le taux d'intervention de la Région est déterminé par répartition de l'allocation budgétaire affectée à cette fin au prorata des dépenses admissibles, sans toutefois dépasser 70 % de ces dépenses.

Le rapport d'activité annuel, certifié sincère et véritable par le responsable du centre, est transmis à l'Inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne dans les trois mois qui suivent la fin de l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.

*CHAPITRE III. - Dispositions finales*

**Art. 11.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 novembre 1990 déterminant les conditions et la procédure d'agrément des centres de revalidation des espèces animales vivant à l'état sauvage est abrogé.

**Art. 12.** Les agréments délivrés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 novembre 1990 déterminant les conditions et la procédure d'agrément des centres de revalidation des espèces animales vivant à l'état sauvage restent valables jusqu'à la fin de la cinquième année qui suit celle de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 13.** Au § 2 de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 novembre 1984 portant exécution des articles 59, 60, 61 et 65 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, entre les termes "agréé" et "et", sont insérés les termes "conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 1997 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage".

Au § 3 du même article, les deux premières phrases sont supprimées.

**Art. 14.** Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

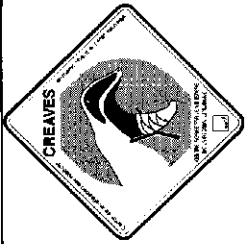
Namur, le 16 octobre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ANNEXE

## CREAVES de



Année :

 Direction générale des  
Ressources naturelles et de  
l'Environnement


Division de la Nature et des Forêts

 DIRECTION DE LA  
CONSERVATION DE LA NATURE  
ET DES ESPACES VERTS

N°	Date d'entrée	Espèce	Lieu de découverte	Frais			TOTAL	N° bague	Lâcher	
				Séjour	Déplaceme nt	Vétéinaire (hors honoraires)			Date	Lieu

Certifié sincère et véritable à la somme de  
(en toutes lettres) BEF  
.....  
.....  
.....)

TOTAL
Report
TOTAL (AN)

Date et signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 1997 relatif à l'agrément et aux subventions  
des centres de révalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage.  
Namur, le 16 octobre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 2662

[C — 97/27612]

**16. OKTOBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Zulassung und die Bezuschussung von Pflegezentren für in ihrem natürlichen Lebensraum wildlebende Tierarten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1993 über die Erhaltung der Natur, insbesondere des Artikels 3;  
Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates, insbesondere des Artikels 12 Absatz 3;  
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. März 1983 über den Schutz bestimmter wildlebender Wirbeltiere;  
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 über den Vogelschutz in der Wallonischen Region;  
Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer Hoher Rat für die Naturerhaltung);  
Aufgrund des am 7. März 1997 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;  
Aufgrund des am 16. April 1997 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;  
Aufgrund des am 28. Juli 1997 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;  
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

KAPITEL I - *Die Zulassung**Abschnitt 1 - Zulassungsprinzip*

**Artikel 1** - Die Pflegezentren für nicht als Wild eingestufte Tierarten, die in ihrem natürlichen Lebensraum wild auf dem Gebiet der Wallonischen Region leben und deren Haltung untersagt ist, müssen durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört (nachstehend "der Minister" genannt), zugelassen werden.

**Art. 2** - Die Zulassung eines Pflegezentrums für in ihrem natürlichen Lebensraum wildlebende Tierarten kann nur auf jene Personen übertragen werden, die folgende Bedingungen erfüllen:

- 1° im Falle einer natürlichen Person:
- a. belgischer Staatsbürger oder Staatsbürger eines Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaften sein;
  - b. über alle zivilen und politischen Rechte verfügen;
  - c. innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren vor dem Einreichen des Antrags nicht endgültig für Straftaten im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung oder einer anderen gleichwertigen Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaften verurteilt worden sein;
  - d. über alle menschlichen, technischen und finanziellen Mittel verfügen, die die Beachtung der in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses angeführten Pflichten gewährleisten;
  - e. sichergestellt haben, daß die Überwachung der betreffenden Tiere durch einen Tierarzt gewährleistet ist;
  - f. keine Handelstätigkeit ausüben, die in der Vermarktung wilder oder anderer Tiere besteht;
- 2° im Falle einer juristischen Person:
- a. in Übereinstimmung mit der geltenden Gesetzgebung gegründet worden sein;
  - b. unter den Verwaltern oder den Personen, die befugt sind, für die juristische Person zu haften, ausschließlich Personen zählen, die die unter Punkt 1° b und c des vorliegenden Artikels festgelegten Bedingungen erfüllen;
  - c. die unter Punkt 1° d e und f des vorliegenden Artikels angeführten Bedingungen erfüllen.

*Abschnitt 2 - Verfahren für das Einreichen und die Überprüfung des Zulassungsantrags*

**Art. 3 - § 1** - Der Zulassungsantrag wird in zweifacher Ausführung per Einschreibebrief bei dem Minister eingereicht.

§ 2 - Dem Zulassungsantrag werden folgende Informationen und Schriftstücke hinzugefügt:

- 1° im Falle einer natürlichen Person:
- a. der Name und der Wohnort des Antragstellers;
  - b. ein Leumundszeugnis oder, in Ermangelung eines derartigen Zeugnisses, jedes Beweismittel, das den gleichen Zweck erfüllen kann;
  - c. die Anschrift und der Plan der Einrichtungen sowie die Liste der Ausrüstungen des Pflegezentrums;

d. die Liste der Arten oder Artengruppen sowie die Anzahl Tiere jeder dieser Arten, die der Antragsteller aufnehmen möchte und der Plan ihrer Verteilung innerhalb des Zentrums;

e. eine Beschreibung der menschlichen, technischen und finanziellen Mittel, über die der Antragsteller verfügt, und insbesondere der Qualifikationen und der Erfahrung der für das Zentrum verantwortlichen Person sowie ggf. des innerhalb des Zentrums beschäftigten Personals;

f. Name, Vorname und Wohnort des Tierarztes, den das Zentrum verpflichtet hat, sowie die Beschreibungen der geplanten Maßnahmen für die veterinärmedizinische Überwachung und die Pflege der aufgenommenen Tiere;

g. die Zuschüsse, die der Antragsteller bereits für den gleichen Zweck bezogen hat;

2° im Falle einer juristischen Person:

a. eine Abschrift der Gründungsakte der juristischen Person und der ggf. angebrachten Abänderungen;

b. die Anschrift des Gesellschaftssitzes;

c. die namentliche Liste der Verwalter und der Personen, die ermächtigt sind, für die Gesellschaft zu haften;

d. ein Leumundszeugnis der Person(en) die ermächtigt ist (sind), für die Gesellschaft zu haften oder, in Ermangelung eines derartigen Zeugnisses, jedes Beweismittel, das den gleichen Zweck erfüllen kann;

e. die unter den Punkten *c d e f* und *g* von § 2 1° des vorliegenden Artikels verlangten Schriftstücke.

§ 3 - Nachdem er das Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region eingeholt hat, beschließt der Minister über den Zulassungsantrag. Sein Beschluß wird dem Antragsteller innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des Antrags übermittelt und auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

#### *Abschnitt 3 - Der Inhalt des Zulassungserlasses*

**Art. 4** - Der Zulassungserlaß legt die Arten oder Artengruppen fest, die das Zentrum aufnehmen darf und bestimmt die Höchstzahl für jede dieser Arten.

#### *Abschnitt 4 - Die Pflichten*

**Art. 5** - Der Betrieb eines Pflegezentrums unterliegt nachstehenden Bedingungen:

1° das Pflegezentrum darf die aufgenommenen Tiere nicht zu gewerblichen Zwecken benutzen;

2° das Pflegezentrum nimmt alle Tiere, für die es eine Zulassung erhalten hat, auf und bemüht sich um deren Pflege. Wenn ihm Tiere anvertraut werden, für die es keine Zulassung erhalten hat, überführt es diese unverzüglich in ein Zentrum, das über die entsprechende Zulassung verfügt;

3° das Pflegezentrum hat auf die Dienste eines Tierarztes zurückzugreifen, der auf die Pflege jener Tiere, die das Zentrum aufzunehmen befugt ist, spezialisiert sein muß;

4° das Pflegezentrum trifft im Rahmen der ihm innerhalb seiner Einrichtungen gegebenen Möglichkeiten alle notwendigen prophylaktischen Maßnahmen. Es vermeidet insbesondere, daß die zur Pflege aufgenommenen Tiere direkt mit Haustierarten oder -rassen in Kontakt kommen;

5° nur verletzte, kranke, geschwächte Tiere oder Tiere, die von der Behörde beschlagnahmt wurden, dürfen gehalten werden; die Haltung (einschließlich des Transports) dieser Tiere wird nur zu folgenden Zwecken erlaubt:

a. um sie zu pflegen und anschließend auszusetzen;

b. um sie in ein Zentrum zu überführen, das in Anwendung von Punkt 2° des vorliegenden Erlasses zugelassen ist, um sie aufzunehmen;

6° die gehaltenen Tiere werden in ein besonderes Verzeichnis eingetragen, dessen Form durch den Minister erlassen wird. Dieses Verzeichnis ist den zuständigen Beamten zugänglich, mit dem Zweck, Verstöße gegen das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur ausfindig zu machen;

7° die gehaltenen Tiere dürfen weder vergeben, noch verkauft oder zum Verkauf geboten werden. Sie dürfen der Öffentlichkeit nicht zugänglich sein, außer mittels einer Zustimmung des Direktors des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen, wenn ihre Freilassung unmöglich erscheint und insofern sie für die Öffentlichkeit ein didaktisches Interesse darstellen;

8° die gehaltenen Vögel dürfen nur unter der Bedingung freigelassen werden, daß sie nicht aus einem Stamm in Gefangenschaft geborener Vögel hervorgegangen sind, und daß sie durch einen Mitarbeiter des Königlichen Instituts für Naturwissenschaften Belgiens mit einem durch dieses Institut zur Verfügung gestellten Ring beringt wurden, wobei die Nummern der Ringe in dem in Artikel 10 letzter Absatz angeführten Tätigkeitsbericht vermerkt werden;

9° die Einrichtungen verfügen über alle anderen verlangten gesetzlichen und bestimmungsmäßigen Zulassungen.

#### *Abschnitt 5 - Die Abänderung der Zulassung oder ihr Entzug*

**Art. 6** - Jedes Projekt, das dazu führen würde, eine oder mehrere der in Artikel 3 § 2 1° *c* bis *f* angeführten Angaben (wenn das Zentrum von einer natürlichen Person betrieben wird) oder der in Artikel 3 § 2 2° *a b c* und *e* angeführten Angaben (wenn das Zentrum von einer juristischen Person betrieben wird) abzuändern, ist unverzüglich mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief dem Minister zu übermitteln.

Innerhalb von sechzig Tagen nach Zustellung des Schreibens, in dem das Projekt angekündigt wird, kann der Minister entweder sich diesem widersetzen, oder die Bedingungen der ursprünglich gewährten Zulassung abändern. In Ermangelung eines ministeriellen Beschlusses innerhalb der vorgenannten Frist gilt das Abänderungsprojekt als genehmigt, und dies unbeschadet des Artikels 7

**Art. 7** - Nachdem er das Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen eingeholt hat, kann der Minister in den nachstehend angeführten Fällen durch einen begründeten Beschluß die Zulassung eines Pflegezentrums aussetzen oder entziehen:

1° Mißachtung der in Artikel 2 angeführten Bedingungen;

2° Übermittlung unrichtiger gemäß Artikel 3 verlangter Angaben;

3° Mißachtung der gemäß Artikel 5 auferlegten Verpflichtungen;

4° Mißachtung des in Artikel 6 für die Abänderung der Zulassung festgelegten Verfahrens.

Der Minister notifiziert dem Inhaber der Zulassung seine Entzugsabsicht. Der Inhaber verfügt daraufhin über eine Frist von sechzig Tagen, um seine Verteidigungsmittel schriftlich geltend zu machen. Spätestens drei Monate nach Eingang der übermittelten Verteidigungsmittel wird der Inhaber der Zulassung über den endgültigen Beschluß des Ministers in Kenntnis gesetzt.

Nach dem Inkrafttreten des endgültigen Beschlusses des Zulassungsentzugs überführt der für verlustig erklärte Inhaber unverzüglich die von ihm betreuten Tiere an ein Pflegezentrum, das über eine Zulassung verfügt und das ihm von der Abteilung Natur und Forstwesen angewiesen wurde.

#### *Abschnitt 6 - Informationsmaßnahmen*

**Art. 8** - Eine Abschrift des Zulassungserlasses oder des Entzugsbeschlusses wird der Verwaltung der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Zentrum befindet, übermittelt.

Eine regelmäßig aktualisierte Liste der über eine Zulassung verfügenden Pflegezentren, in der die Anschrift und die Arten oder Artengruppen, für die diese Zulassung gilt, angeführt werden, ist auf der Internet-Homepage der Abteilung Natur und Forstwesen oder auf der Homepage des Ministers ununterbrochen zugänglich.

#### *KAPITEL II - Die Bezuschussung*

**Art. 9** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Wallonische Region einen Zuschuß für die Gründung und die Einrichtung eines Pflegezentrums.

Alle Bezuschussungsanträge sind an den Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen zu richten.

Die Antragsakte beinhaltet folgende Schriftstücke:

1° eine Beschreibung des Projekts;

2° ein Lage- und Katasterplan;

3° das Sonderlastenheft, die Vermessung (mit Beschreibung) und ein Kostenvoranschlag.

Der Minister genehmigt den Kostenvoranschlag.

Der Bezuschussungssatz wird auf ein Höchstmaß von 70 % des durch den Minister genehmigten Voranschlags festgelegt.

Der Zuschuß wird in zwei Teilbeträgen ausbezahlt:

1° ein erster Teilbetrag, der 50 % des Kostenvoranschlags entspricht, ab der Genehmigung;

2° der Saldo, nach Überprüfung durch die Abteilung Natur und Forstwesen der durchgeführten Arbeiten, auf der Grundlage einer Schuldforderungserklärung, der die für richtig und aufrichtig bescheinigten Rechnungen über den Gesamtbetrag der durchgeführten Arbeiten beigefügt werden.

**Art. 10** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Wallonische Region einen Jahreszuschuß für den Betrieb des Zentrums auf der Grundlage eines Tätigkeitsberichts, dessen Vordruck in der Anlage beigefügt wird.

Nur die Kosten für den Transport, die Pflege und den Aufenthalt der Tiere, die in ihrem natürlichen Lebensraum wild auf dem Gebiet der Wallonischen Region leben und die unter guten Bedingungen freigelassen werden, sind bezuschußbar. Die Honorare für den ggf. für das Pflegezentrum tätigen Tierarzt sind dies nicht.

Die Beteiligung der Region wird durch die Verteilung der zu diesem Zweck bestimmten Haushaltszuwendung im Verhältnis zu den zulässigen Ausgaben festgelegt, ohne dabei jedoch 70 % dieser Ausgaben übersteigen zu dürfen.

Der jährliche Tätigkeitsbericht wird durch den Verantwortlichen des Zentrums für richtig und aufrichtig bescheinigt und innerhalb von drei Monaten nach dem Kalenderjahr, für das der Zuschuß beantragt wird, an den Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region übermittelt.

#### *KAPITEL III - Schlußbestimmungen*

**Art. 11** - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. November 1990 zur Feststellung der Bedingungen und des Verfahrens für die Zulassung von Pflegezentren der wildlebenden Tierarten wird aufgehoben.

**Art. 12** - Die Kraft des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. November 1990 zur Feststellung der Bedingungen und des Verfahrens für die Zulassung von Pflegezentren der wildlebenden Tierarten erteilten Zulassungen bleiben gültig bis zum Ende des fünften Jahres, das auf das Jahr des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses folgt.

**Art. 13** - In § 2 von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. November 1984 über die Ausführung der Artikel 59 60 61 und 65 des Gesetzes vom 12. Juli 1993 über die Erhaltung der Natur wird zwischen den Wörtern "zugelassen" und "und" folgender Wortlaut eingefügt: "gemäß des Erlasses vom 16. Oktober 1997 über die Zulassung und die Bezuschussung von Pflegezentren für in ihrem natürlichen Lebensraum wildlebende Tierarten".

In § 3 desselben Artikels werden die ersten beiden Sätze gestrichen.

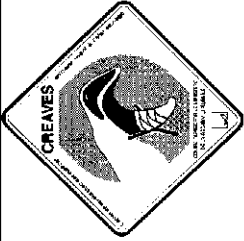

**Art. 14** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Oktober 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

ANLAGE

Nr.		Datum Eingang	Art	Fundort	Unkosten			GESAMT	Nr. Ring	Freilassung	
					Aufenthalt	Fahrtkosten	Tierarzt (außer Honorar)			Datum	Ort
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="text-align: center;">  <p>CREAVES CENTRE ROYAL DE RECHERCHE ET D'ÉDUCATION DE LA VIE SAUVAGE</p> </div> <div style="text-align: center;"> <p><b>PFLEGEZENTRUM von</b></p> <p>Jahr :</p> </div> <div style="text-align: center;"> <p><b>Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt</b></p> <p>Abteilung Natur und Forstwesen</p> <p><b>DIREKTION DER NATURERHALTUNG UND DER GRÜNFLÄCHEN</b></p>  </div> </div>											

für richtig und aufrichtig erklärt, die Summe von BEF  
 (ausgeschrieben:.....)  
 .....

<b>GESAMT</b>
<b>über-</b>
<b>schrieben</b>
<b>GESAMT</b>
<b>(JAHR)</b>

Datum und Unterschrift :

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung, vom 16. Oktober 1997 über die Zulassung und die Bezeichnung von Pflegezentren für in ihrem natürlichen Lebensraum wildlebende Tierarten in der Anlage beigefügt zu werden.  
 Namur, den 16. Oktober 1997  
 Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
 R. COLLIGNON  
 Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
 G. LUTGEN



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 2662

[C - 7/27612]

**16 OKTOBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning en de subsidiëring van de revalidatiecentra voor in het wild levende inheemse diersoorten**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet op het natuurbehoud van 12 juli 1973, inzonderheid op artikel 3;  
 Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, derde lid;  
 Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 maart 1983 betreffende de bescherming van bepaalde in het wild levende inheemse gewervelde diersoorten;  
 Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 betreffende de bescherming van de vogels in het Waalse Gewest;  
 Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud);  
 Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 maart 1997;  
 Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 april 1997;  
 Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 juli 1997;  
 Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I - *Erkenning**Afdeling 1 - Principe van de erkenning*

**Artikel 1.** De revalidatiecentra voor in het wild levende inheemse diersoorten die niet als grofwild gerangschikt zijn en waarvan het bezit verboden is, moeten erkend worden door de Minister tot wiens bevoegdheden het natuurbehoud behoort, hierna "de Minister" genoemd.

**Art. 2.** De erkenning van een revalidatiecentrum voor in het wild levende inheemse diersoorten mag alleen toegestaan worden aan personen die voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° als het gaat om een natuurlijke persoon :

- a. Belgisch staatsburger of onderdaan van een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap zijn;
- b. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- c. vijf jaar voor de indiening van de aanvraag niet definitief zijn veroordeeld wegens misdrijven i.v.m. de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud of met elke andere gelijkwaardige wetgeving van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap;
- d. beschikken over de nodige menselijke krachten en de technische en financiële middelen om de in artikel 5 van dit besluit bedoelde verplichtingen na te komen;
- e. zich van de diensten van een dierenarts verzekeren met het oog op de opvolging van de betrokken dieren;
- f. geen activiteit verrichten die gericht is op de commercialisering van al dan niet wilde dieren;

2° als het gaat om een rechtspersoon :

- a. opgericht zijn overeenkomstig de vigerende wetgeving;
- b. de bestuurders of personen die ertoe gemachtigd zijn hem te verbinden, moeten voldoen aan de in punt 1°, b en c, van dit artikel bedoelde voorwaarden;
- c. voldoen aan de in punt 1°, d, e en f, van dit artikel bedoelde voorwaarden.

*Afdeling 2 - Procedure voor de indiening en de behandeling van de erkenningsaanvraag*

**Art. 3. § 1.** De erkenningsaanvraag wordt in tweevoud bij aangetekende brief aan de Minister gericht.

§ 2. Bij de aanvraag worden de volgende documenten gevoegd :

1° als het gaat om een natuurlijke persoon :

- a. de naam en woonplaats;
- b. een getuigschrift van goed zedelijk gedrag of, bij gebreke daarvan, een gelijkwaardig bewijsstuk;
- c. het adres, een plan van de installaties en de lijst van de uitrustingen van het revalidatiecentrum;
- d. de lijst van de diersoorten of groepen diersoorten, met telkens het aantal dieren, die de aanvrager wenst op te nemen alsook een overzicht van hun verspreiding in het centrum;

e. een nota betreffende de menselijke krachten en de technische en financiële middelen waarover de aanvrager beschikt en, in het bijzonder, de kwalificaties en de ervaring van het hoofd van het centrum alsook, in voorkomend geval, van het personeel dat er tewerkgesteld is;

f. de naam, voornaam en woonplaats van de dierenarts op wie het centrum een beroep doet, alsook een overzicht van de maatregelen die overwogen worden in het kader van de veterinaire opvolging van de opgenomen dieren en hun onderhoud;

g. de subsidies die de aanvrager reeds heeft verkregen in hetzelfde verband;

2° als het gaat om een rechtspersoon :

a. een afschrift van de akte van haar oprichting en de wijzigingen die eventueel aangebracht worden in die akte;

b. het adres van de bedrijfszetel;

c. de naamlijst van de bestuurders en van de personen die ertoe gemachtigd zijn de vennootschap te verbinden;

d. een getuigschrift van goed zedelijk gedrag van de persoon (personen) die ertoe gemachtigd is (zijn) de vennootschap te verbinden of, bij gebreke daarvan, een gelijkwaardig bewijsstuk;

e. de in § 2, 1°, c, d, e, f en g, van dit besluit vereiste stukken.

§ 3. De Minister beslist over de erkenningsaanvraag na advies van de Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest. Zijn beslissing wordt binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag aan de aanvrager meegedeeld en bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

#### *Afdeling 3 - Inhoud van het besluit tot erkenning*

**Art. 4.** In het besluit tot erkenning wordt bepaald welke diersoorten of groepen diersoorten door het centrum opgenomen mogen worden, met telkens het maximumaantal dieren.

#### *Afdeling 4 - Verplichtingen*

**Art. 5.** Een revalidatiecentrum mag slechts onder de volgende voorwaarden geëxploiteerd worden :

1° het mag de opgenomen dieren niet met winstoogmerk gebruiken;

2° het neemt alle dieren op waarvoor het een erkenning heeft en probeert ze te verzorgen. Het centrum dat dieren opvangt waarvoor het geen erkenning heeft, moet deze onmiddellijk overbrengen naar een ander centrum dat erkend is;

3° het moet zich verzekeren van de diensten van een dierenarts die gespecialiseerd is in de verzorging van de soorten waarvoor het een erkenning heeft;

4° het neemt, al naargelang de installaties waarover het beschikt, de nodige profylactische maatregelen en zorgt er met name voor dat de te verzorgen dieren niet in rechtstreeks contact komen met tamme soorten of rassen;

5° alleen gewonde, zieke, verzwakte of door de overheid in beslag genomen dieren mogen opgenomen worden; die dieren mogen alleen opgenomen en vervoerd worden :

a. om verzorgd en vrijgelaten te worden;

b. om overgeplaatst te worden naar een erkend centrum waar ze opgenomen mogen worden, overeenkomstig 2° van dit artikel;

6° de opgenomen dieren worden ingeschreven in een bijzonder register waarvan het model bepaald wordt door de Minister. Dit register kan ingezien worden door de ambtenaren die bevoegd zijn om overtredingen van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud op te sporen;

7° de opgenomen dieren mogen niet afgestaan, verkocht of te koop gesteld worden. Ze mogen alleen aan het publiek vertoond worden als blijkt dat ze onmogelijk vrijgelaten kunnen worden en als ze een didactisch belang hebben, op voorwaarde dat de directeur van het Centrum van de Afdeling Natuur en Bossen daarmee instemt;

8° de opgenomen vogels mogen alleen vrijgelaten worden als ze niet tot een gevangen stam behoren en als ze door een medewerker van het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen gemerkt werden d.m.v. een door dit Instituut afgegeven voetring waarvan het nummer vermeld wordt in het activiteitenverslag bedoeld in artikel 10, laatste lid;

9° de installaties moeten in het bezit zijn van alle andere vereiste wettelijke en reglementaire toestemmingen.

#### *Afdeling 5 - Wijziging of intrekking van de erkenning*

**Art. 6.** Elk project dat aanleiding zou geven tot de wijziging van één of meer gegevens die bedoeld zijn in artikel 3, § 2, 1°, c tot f als het centrum geëxploiteerd wordt door een natuurlijke persoon, of in artikel 3, § 2, 2°, a, b, c en e als het centrum geëxploiteerd wordt door een rechtspersoon, moet onmiddellijk bij aangetekende brief aan de Minister meegedeeld worden.

Binnen zestig dagen na ontvangst van die mededeling, kan de Minister hetzij zich tegen het project verzetten, hetzij de voorwaarden wijzigen voor het verkrijgen van de aanvankelijk verleende erkenning. Indien de Minister geen beslissing heeft genomen binnen de bovenvermelde termijn, wordt het wijzigingsproject geacht goedgekeurd te zijn, onverminderd artikel 7.

**Art. 7.** Na advies van de Afdeling Natuur en Bossen kan de Minister de erkenning van een revalidatiecentrum bij gemotiveerde beslissing opschorten of intrekken indien :

1° niet voldaan wordt aan de in artikel 2 bedoelde voorwaarden;

2° de overeenkomstig artikel 3 verstrekte inlichtingen onjuist zijn;

3° de bij artikel 5 opgelegde verplichtingen niet nagekomen worden;

4° de in artikel 6 bedoelde procedure voor de wijziging van de erkenning niet in acht genomen wordt.

De Minister verwittigt de houder van de erkenning dat hij van plan is de erkenning in te trekken. De houder heeft zestig dagen om zijn verweermiddelen schriftelijk in te dienen. De definitieve beslissing van de Minister wordt hem hoogstens drie maanden na ontvangst van de verweermiddelen meegedeeld. Zodra de definitieve beslissing tot intrekking van de erkenning in werking treedt, staat de betrokken houder de dieren onmiddellijk af aan het erkende revalidatiecentrum dat door de Afdeling Natuur en Bossen wordt aangewezen.

#### *Afdeling 6 - Informatiemaatregelen*

**Art. 8.** Een afschrift van het besluit tot erkenning of van de beslissing tot intrekking wordt bezorgd aan het gemeentelijk bestuur van de gemeente waar het centrum gelegen is.

Een regelmatig bijgewerkte lijst van de erkende revalidatiecentra, met hun adres en de diersoorten of groepen diersoorten die kunnen worden opgenomen, kan steeds geraadpleegd worden op de website van de Afdeling Natuur en Bossen of op die van de Minister.

#### *HOOFDSTUK II - Subsidies*

**Art. 9.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent het Waalse Gewest subsidies voor de oprichting of de inrichting van een revalidatiecentrum. Subsidieaanvragen zijn aan de Inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen te richten.

Het dossier bevat de volgende gegevens :

- 1° de beschrijving van het project;
- 2° een situatietekening en een kadastraal plan;
- 3° het bestek, de beschrijvende opmetingsstaat en de kostenraming.

De kostenraming wordt door de Minister goedgekeurd.

De subsidie wordt vastgelegd op hoogstens 70 % van de door de Minister goedgekeurde kostenraming en wordt in twee delen uitbetaald :

- 1° 50 % zodra de kostenraming is goedgekeurd;
- 2° het saldo nadat de Afdeling Natuur en Bossen zich ervan heeft vergewist dat de werkzaamheden zijn uitgevoerd, op vertoon van een aangifte van schuldvordering die vergezeld gaat van de waar en oprecht verklaarde facturen als bewijs van de totale kosten van de werkzaamheden.

**Art. 10.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent het Waalse Gewest jaarlijks subsidies voor het beheer van het revalidatiecentrum op grond van een activiteitenverslag waarvan het model bij dit besluit gevoegd is.

Behalve de eventuele honoraria van de dierenarts die aan het revalidatiecentrum verbonden is, worden de subsidies alleen toegekend voor vervoer-, revalidatie- en verblijfkosten voor dieren die in het wild leven op het grondgebied van het Waalse Gewest en in goede omstandigheden vrijgelaten worden.

Het percentage van de bijdrage van het Gewest wordt berekend door de daarvoor bestemde begrotingskredieten te verdelen naar evenredigheid van de toegelaten uitgaven. De bijdrage mag evenwel niet hoger zijn dan 70 % van die uitgaven.

Het jaarlijkse activiteitenverslag, dat waar en oprecht verklaard wordt door het hoofd van het centrum, wordt binnen drie maanden na het einde van het kalenderjaar waarvoor de toelage werd aangevraagd, doorgezonden naar de Inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest.

#### *HOOFDSTUK III - Slotbepalingen*

**Art. 11.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 november 1990 houdende vaststelling van de voorwaarden en procedure voor de erkenning van de revalorisatiecentra van de in het wild levende diersoorten, wordt opgeheven.

**Art. 12.** De erkenningen die verleend werden overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 november 1990 houdende vaststelling van de voorwaarden en procedure voor de erkenning van de revalorisatiecentra van de in het wild levende diersoorten, blijven geldig tot aan het einde van het vijfde jaar na het jaar van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 13.** In artikel 2, § 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 november 1984 houdende uitvoering van de artikelen 59, 60, 61 en 65 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, worden de termen "overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 1997 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de revalidatiecentra van in het wild levende inheemse diersoorten" ingevoegd tussen de termen "erkend" en "en".

In § 3 van hetzelfde artikel worden de eerste twee zinnen geschrapt.

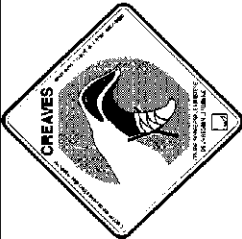

**Art. 14.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Natuurbehoud behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 oktober 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

BIJLAGE

"CREAVES" van		Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu Afdeling Natuur en Bossen DIRECTIE NATUURBEHOUD EN GROENGEBIEDEN							
									
Jaar :		Plaatse waar de dieren werden aangetroffen	Kosten			TOTAAL	Vrijlating		
Nr.	Datum van de opname		Soort	Verblijf	Vervoer		Dierenarts (zonder honoraria)	Nr. voetring	Datum

Waar en oprecht verklaard voor een bedrag van **BEF**  
 (voluit)  
 : .....  
 ..  
 .....  
 (.....)

<b>TOTAAL</b>
Transport
<b>TOTAAL (JAAR)</b>

Datum en handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 1997 betreffende de erkenning en de subsidiëring van revalidatiecentra voor in het wild levende inheemse diersoorten.  
 Namen, 16 oktober 1997.  
 De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
 R. COLLIGNON  
 De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
 G. LUTGEN